

En d'autres termes, doit-on utiliser la langue classique ou le dialecte populaire. A notre sens, il s'agit là d'un débat monté de toutes pièces, car il n'existe pas de langue sans dialecte populaire, comme c'est le cas de l'anglais, du français et de l'allemand. Le niveau de la langue diffère en fonction du niveau d'instruction et du niveau culturel des individus. Dans ces pays, la langue enseignée est la langue standard, celle qui est porteuse des merveilles des arts et de la littérature. Cette controverse est une comédie dans ce que l'on appelle le théâtre de

l'Est et qu'ils étaient, avec leurs suites et leurs gardes, dans leurs forts et palais, isolés de la population.

Jamais en Algérie, ni celle d'hier ni celle d'aujourd'hui, il n'y a eu de guerre, ni de rejet d'une catégorie sociale pour des raisons ethniques.

En fait, il y a eu des conflits au sein même des populations du Nord et du Sud, mais jamais en rapport avec la race ou la langue. Ces conflits étaient le plus souvent dus à des problèmes de cadastre, aux bombes à retardement que l'administration

du Royaume-Uni (la Grande-Bretagne), avec l'Ecosse et l'Ulster catholique (l'Irlande du Sud) et de l'Espagne avec la Catalogne. C'est ce qui est arrivé en Yougoslavie, transformée aujourd'hui en plusieurs pays indépendants. Mais le paradoxe géopolitique et historique réside dans le cas allemand. L'Allemagne qui a été divisée par les alliés et l'URSS, vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, a retrouvé son unité et est devenue plus forte et plus stable que dans les années cinquante du siècle dernier.

Il y a dans le monde une multitude d'exemples de cas d'effritement de pays, mais aussi d'unions, qui sont dus à des facteurs communs, qui résident à titre d'exemple dans la force et la stabilité de l'Etat, dans la capacité de ses élites intellectuelles et de ses responsables dans les différentes institutions à respecter les spécificités régionales, à créer une certaine concorde et réaliser un développement équilibré, sans pour autant négliger les manipulations extérieures qui pourraient trouver en certains individus ou groupes le cheval de Troie les menant vers un affaiblissement de l'intérieur, par le biais de la dislocation de la société en entités opposées qui pourraient demander l'aide et le soutien de l'étranger.

C'est le cas du mouvement du chanteur Ferhat Mehenni qui ne présente ni à la Kabylie ni à l'Algérie aucun projet, si ce n'est d'embarrasser l'Etat et d'induire en erreur et duper un nombre limité de gens, car la majorité écrasante des enfants de la Kabylie sont convaincus que leur région est une partie intégrante de l'Algérie historique et moderne, l'Algérie qui se dirige vers la décentralisation administrative, dans un pays dont la superficie dépasse les deux millions de kilomètres carrés.

Le président Abdelaziz Bouteflika était

tique était axé, dans son ensemble, sur l'échange d'accusations ou sur la qualification de la nature de la crise et ses conséquences sur l'Etat et la société. Les acteurs politiques ne savaient alors pas que la clé de la solution résidait dans la réconciliation avec soi, avec l'Histoire et avec tous ceux qui aspiraient à la paix et la coexistence entre tous les Algériens. Il est rare de voir, dans un pays du tiers monde et même dans un pays démocratiquement avancé, un chef d'Etat qui se tient côte à côte avec trois anciens Présidents et que des aéroports, des universités et autres infrastructures soient baptisés aux noms de grands leaders dont les noms et les époques faisaient l'objet depuis plus de soixante ans d'une controverse politique et d'une levée de boucliers chez les différents courants qui traversent la société. Cette réconciliation avec le passé ne peut être effacée de la marche d'un peuple, ni de sa mémoire. Une posture civilisée qui devrait constituer un modèle pour les autres.

L'épreuve du terrorisme pendant les années quatre-vingt-dix a constitué la plus grande menace à la cohésion culturelle et sociale ancestrale des Algériens.

Survenue après la catastrophe coloniale qui a constitué la plus grande menace pour la survie de l'Algérie et son existence, cette tragédie a été perçue par la plupart des pays du monde et même certains pays voisins comme de simples scènes dramatiques à regarder en attendant l'effondrement total de l'Etat-nation et des fondements de la République, tels qu'énoncés par la déclaration du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 ; une République où il n'y a pas de place aux ethnies, ni aux races ni à l'extrémisme religieux, car l'islam, dans son acception populaire, est un liant spirituel et culturel, purifié

***Il serait judicieux de rappeler qu'à la fin des années quatre-vingt-dix, le discours politique était axé, dans son ensemble, sur l'échange d'accusations ou sur la qualification de la nature de la crise et ses conséquences sur l'Etat et la société. Les acteurs politiques ne savaient alors pas que la clé de la solution résidait dans la réconciliation avec soi, avec l'Histoire et avec tous ceux qui aspiraient à la paix et la coexistence entre tous les Algériens.***

l'ombre, qui s'éloigne des vrais enjeux que sont le développement des programmes de l'éducation, la formation et la préparation des générations d'Algériens afin qu'ils puissent accéder au monde actuel avec intelligence, savoir et nationalisme.

En ce qui concerne tamazight, le dernier amendement constitutionnel initié par le président de la République a mis fin à la controverse autour de sa place, l'officialisant comme langue nationale et officielle ; il est donc du devoir des chercheurs et des spécialistes des différents domaines du savoir et de la connaissance d'enrichir son dictionnaire, de ressusciter son héritage et de traduire dans cette langue les sciences et les technologies modernes ; ceci est également valable pour l'arabe qui doit faire l'objet d'intérêt et de transfert des sciences modernes, grâce à la traduction et à l'innovation.

Nous n'avons trouvé dans l'Histoire écrite aucune trace de conflits armés entre les Chaouias et les Kabyles, entre les Touareg et les Mozabites ou encore entre ces derniers et les Arabes. Je dis «Arabes», car les experts et les chefs politiques colonialistes prétendent que ceux-ci sont des intrus, particulièrement en Algérie, et ce, dans le but de promouvoir la discrimination raciale et de susciter l'animosité entre ces prétendus groupes ethniques. Il est paradoxal que tous les rapports adressés par les militaires, les hommes politiques et les agents secrets à leurs responsables à Paris, lors de la résistance héroïque de l'Emir Abdelkader, n'évoquaient que les Arabes, alors que les partisans de l'Emir venaient des différentes régions de l'Algérie, telle qu'elle est connue et représentée dans sa géographie actuelle. L'on sait d'ailleurs que les Ottomans avaient organisé l'Algérie en wilayas (beylik) purement administratives : l'Ouest, le Centre et

française nous a laissées dans le domaine des terres agricoles et steppiques, ou à l'héritage au sein d'une même famille ou de la même tribu.

Il est à noter que le tribalisme doit être pris dans son sens khaldounien et dans son sens le plus négatif, c'est-à-dire une transgression de la citoyenneté qui est le véritable ciment politique au sein d'une société moderne. Cette citoyenneté qui est d'ailleurs consacrée dans les différentes Constitutions algériennes, notamment dans les récents amendements du 7 février 2016. Nul doute que la citoyenneté et la consécration de l'Etat des droits et des devoirs représentent la meilleure voie pour libérer notre société de ces archaïsmes et des mentalités et comportements tribaux et claniques et pour la débarrasser des adages erronés tels : «On préfère notre âne au cheval des autres» ou «mis n'aamis» (le fils du cousin), etc.

Appartenir à une famille ou à une région et en être fier est une chose naturelle et même désirée, c'est une source d'appartenance à la patrie. Celui qui hait sa famille ou rejette la région d'où il est issu pourrait mépriser sa patrie et devenir un non-citoyen, un apatride. Aussi, l'appartenance d'un individu ou d'un groupe d'individus à une région de l'Algérie, comme par exemple Targui, Chaoui, Kabyle et Mozabite ne diffère pas du qualificatif qu'on donne à un Français, en l'occurrence le Normand qui vient de Normandie ou le Corse.

Il est inutile de citer d'autres exemples où l'appartenance à une région s'est transformée, pour des raisons politiques, ou à cause de conflits historiques ou religieux ou de fautes dans la gestion, en revendications sécessionnistes vis-à-vis de la mère patrie. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans des pays qui étaient de vastes empires, à l'instar

***Pendant la résistance populaire et la révolution pour la libération, il n'y jamais eu de destruction des lieux de culte chrétiens ou juifs, ni d'hostilité à l'endroit des Français parce qu'ils étaient chrétiens. La lutte des Algériens à travers l'Histoire a toujours été dirigée contre les agresseurs.***

convaincu dès le début de son premier mandat que sauver l'Algérie des conflits interethniques et des conflits attisés sous la couverture de la religion qui ont poussé les enfants du même peuple à s'entretuer devait passer d'abord par la concorde et par la nécessité de convaincre toutes les parties de l'importance et de la nécessité de la réconciliation nationale.

Ce projet innovateur et courageux a obtenu l'écrasante majorité lors d'une consultation par référendum, laquelle majorité a constitué une assise pour le lancement des programmes de M. le Président, pour le développement et la modernisation de nombreux secteurs et services de l'Etat. Il serait judicieux de rappeler qu'à la fin des années quatre-vingt-dix, le discours poli-

de toute forme de violence et de xénophobie à l'encontre des autres cultures et des autres religions.

Pendant la résistance populaire et la révolution pour la libération, il n'y jamais eu de destruction des lieux de culte chrétiens ou juifs, ni d'hostilité à l'endroit des Français parce qu'ils étaient chrétiens.

La lutte des Algériens à travers l'Histoire a toujours été dirigée contre les agresseurs. Les revendications des Algériens ont de tous temps été la liberté, la justice et le progrès, tels qu'énoncés par la Déclaration du 1<sup>er</sup> novembre 1954, qui constitue la synthèse de l'expérience historique de l'Algérie et une méthode valable aussi bien pour le présent que pour l'avenir.

M. L. O.K.